



Actualités de l'impérialisme

Nicolas Latteur ■ Septembre 2022

Largement absent de nombreuses analyses depuis des années le mot impérialisme resurgit pour dénoncer la guerre menée par le pouvoir russe en Ukraine. Pourtant, le concept a une portée plus large. Il reste essentiel pour comprendre le capitalisme, ses logiques prédatrices et invite à choisir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes plutôt que celui de l'une ou l'autre puissance économique et militaire.

Accumulation du capital

L'accumulation du capital – la dynamique propre au capitalisme – se réalise dans des rapports sociaux d'exploitation et de prédation.

Ils concernent en premier lieu l'appropriation d'une plus-value (à l'usine, dans l'agriculture, etc.) par la perpétuation d'un rapport social d'exploitation dans lequel le salarié vend sa force de travail à un capitaliste qui retire de sa mise en œuvre productive plus de valeur que celle contenue dans le salaire du travailleur. Plus la production de valeur est grande, moins les salaires sont élevés et plus l'accumulation de capital sera importante. D'où une recherche constante des capitalistes de limiter les salaires, d'augmenter le temps de travail et le rythme de production.

Ces rapports sociaux englobent également la mise en œuvre par le capital et les Etats-Nations capitalistes de pratiques prédatrices vers les modes de production non capitalistes et vers les espaces politiquement et/ou militairement sous sa domination. Les méthodes employées seront celles de la politique coloniale, du système des emprunts internationaux, de la politique des sphères d'intérêts, de la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression et le pillage se déploient ouvertement sous la forme de l'impérialisme.

Impérialisme

Selon les termes de Rosa Luxembourg, « L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation du capital ». Ce processus est au cœur de la formation du capital et de sa reproduction.

Il désigne donc des pratiques conduites par des Etats-Nations qui entendent soutenir l'accumulation du capital qu'il place sous leur protection. Certes, les capitaux sont largement transnationalisés. Leur terrain d'action dépasse largement les frontières nationales. Il n'en reste pas moins qu'ils sont encore généralement protégés par un (ou des) Etat-nation(s) : Areva ou Total Energies par la France, Coca-Cola par les USA, etc. Si l'impérialisme est l'expression politique de ce processus d'accumulation, c'est parce que les méthodes utilisées – souvent brutales – « exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société »¹.

¹ Karl Marx, Le Capital, Livre I, p. 761.

Marx précise que ce processus d'accumulation « embrasse toute une série de procédés violents »². « Régime colonial, dettes publiques, exactions fiscales, protection industrielle, guerres commerciales »³ y sont mobilisés. La propriété du sol « doit être arrachée d'entre les mains de la masse », c'est là « la première condition de la production capitaliste »⁴. Les pratiques impérialistes sont engagées dans la réalisation des conditions de l'expropriation du travailleur sur des territoires et dans des domaines toujours plus étendus. Elles contribuent à la reproduction du capital sur une plus grande échelle. Il faut sans arrêt reproduire le salarié en tant que salarié et disposer d'une force de travail rendue disponible, il faut garantir la marchandisation de l'ensemble des facteurs de production : matières premières, etc.

La logique propre à la mondialisation capitaliste est celle de l'impérialisme. Il se caractérise ainsi par des politiques d'Etat qui visent à maintenir, à élargir et à exploiter tous les avantages dont ils sont dotés (en termes de ressources politiques, militaires, naturelles, etc.)⁵ à des fins d'accumulation de capital. Il s'agit d'assurer la protection de certains capitaux afin que leurs reproductions sur une plus large échelle puissent être organisées.

Cette prédation est aujourd'hui la caractéristique principale de l'impérialisme. Il se déploie par des logiques d'« **accumulation par dépossession** » selon l'expression du géographe David Harvey⁶. Cette dernière englobe :

- La marchandisation et la privatisation de la terre ;
- L'expulsion par la force de populations (l'agrobusiness a absorbé l'agriculture familiale par exemple) ;
- La transformation de droits de propriété collectifs, communs ou étatiques en droits de propriété privée ;
- « La suppression du libre accès aux communaux ;
- La marchandisation de la force de travail et la suppression de formes alternatives (indigènes) de production et de consommation ;
- Des processus coloniaux et impériaux d'appropriation d'actifs (ressources naturelles comprises) (...) ;
- La dette publique [qui réduit des populations entières au servage pour dette] et (...) le système de crédit »⁷

Comme le capitalisme est de par sa logique – qu'elle que soit la période historique dans laquelle on se situe – caractérisé par un projet d'accumulation illimité, il doit s'appuyer sur la logique d'un pouvoir illimité. Pour Hannah Arendt, « *Une accumulation indéfinie de biens doit s'appuyer sur une accumulation indéfinie de pouvoir (...). Le processus illimité d'accumulation du capital a besoin de la structure politique d'« un Pouvoir illimité », si illimité qu'il peut protéger la propriété croissante en augmentant sans cesse sa puissance* ». »⁸

² Idem, p. 786.

³ Idem, p. 768.

⁴ Idem, p. 776.

⁵ David Harvey, *Le nouvel impérialisme, Les prairies ordinaires*, 2010.

⁶ David Harvey, *Le nouvel impérialisme, Les prairies ordinaires*, 2010.

⁷ David Harvey, *Idem*, p. 173.

⁸ Hannah Arendt, cité par David Harvey, *Idem*, p. 58.

Alors que précédemment l'impérialisme prenait essentiellement la forme du colonialisme, c'est-à-dire du pillage des ressources de territoires et de populations, il combine actuellement, dans le capitalisme néolibéral, une forme coloniale classique (à savoir le pillage de ressources matérielles et humaines de régions non occidentales) à l'« *imposition brutale du mode de production capitaliste et de la contrainte à l'insertion dans le circuit des échanges internationaux entre pays ou régions capitalistes.* »⁹

Imposer brutalement à des Etats-nations de s'insérer dans des rapports marchands et conditionner des crédits à des programmes de dépossession et de spoliation des populations de leurs communs (transports publics, éducation, santé, ...) sont devenus le visage contemporain de l'impérialisme.

Comme la logique du capitalisme le pousse à la suraccumulation de capitaux (des capitaux restent en friche sans possibilité d'investissement durable), trouver de nouveaux espaces pour y accaparer une profitabilité est un enjeu essentiel. « *Le système de crédit et le capital financier sont devenus des leviers majeurs de prédation, de fraude et de vol.* »¹⁰ Pour David Harvey, « *il faut considérer les raids menés par les fonds spéculatifs et les autres institutions essentielles du capital financier [FMI, OMC, ...] comme la pierre angulaire de l'accumulation par dépossession dans la période actuelle.* »¹¹

Les impérialismes aujourd'hui

La planète n'est pas le théâtre d'un grand marché rêvé par les théories économiques dominantes. Les Etats-Nations sont insérés dans des relations de rivalités et de confrontations. La planète « constitue un espace mondial au sein duquel les dynamiques d'accumulation du capital interagissent en permanence avec l'organisation du système international des Etats. (...). La tendance « du capital à créer le marché mondial » que Marx et Engels analysaient déjà au milieu du XIXe siècle n'a donc pas aboli les frontières nationales, et moins encore les rivalités économiques et politiques qui en résultent. »¹²

L'espace mondial est de ce fait inégal et hiérarchisé en fonction de la puissance des pays. Leur statut international sera tributaire des performances de son économie – ce que les économistes appellent sa compétitivité internationale – et de ses capacités militaires. « En règle générale, on trouve les mêmes pays dans les hiérarchies mondiales des puissances économiques et militaires. On peut alors définir comme impérialistes les quelques pays qui orientent à leur avantage le fonctionnement du système international des Etats – au sein des institutions internationales et par le moyen d'accords bi- ou-multilatéraux – et qui capturent une partie de la valeur créée dans les autres pays. » Des économistes tels que Guglielmo Carchedi et Michael Roberts estiment que ces transferts sont passés de

⁹ Stéphane Haber, « Analyser le néolibéralisme aujourd'hui », La revue des livres, n°4, mars-avril 2012, p. 66.

¹⁰ David Harvey, *Idem*, p. 175.

¹¹ David Harvey, *Idem*, p. 176.

¹² Claude Serfati, « L'ère des impérialismes continue : la preuve par Poutine », [alencontre.org](https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html), 19 avril 2022, <https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html>

100 milliards de dollars (constants) par an dans les années 1970 à 540 milliards de dollars (constants) aujourd'hui.¹³

Mais les pays impérialistes ne se comportent pas de la même manière. Ils ne combinent pas de la même façon leurs performances économiques et leurs capacités militaires. La Russie mobilise massivement ses capacités militaires pour défendre son statut mondial contre les Etats-Unis et l'OTAN. Elle agit d'autant plus en ce sens que ses performances économiques se détériorent. Cependant, l'impérialisme contemporain n'est pas plus réductible aujourd'hui à la conquête armée et à la colonisation qu'il ne l'était auparavant. « L'Allemagne en est une illustration flagrante et elle se situe à l'extrême opposé de l'attitude de la Russie. Elle a tout à gagner à l'expansion et l'ouverture de l'économie mondiale dont elle tire d'importants revenus, un comportement qui est résumé dans la formule souvent utilisée par le personnel politique de ce pays : 'le changement (de régime) par le commerce'. »¹⁴

La capacité d'un pays de capturer une partie de la valeur créée dans le monde révèle également une structure de l'espace mondial dominé par les impérialismes. Les Etats-Unis représentent dans cette hiérarchie un cas particulier sur de nombreux points. Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont mis en place un 'bloc transatlantique' dirigé contre l'URSS et la Chine et qui repose sur trois éléments : une intégration économique croissante des capitaux financiers et industriels, une alliance militaire (l'OTAN) ainsi qu'une communauté de valeurs qui associe économie de marché, démocratie et paix. Les Etats-Unis ont construit également des alliances en Asie-Pacifique avec notamment l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou encore le Japon. Le bloc transatlantique ne désigne pas seulement l'Amérique du Nord et l'Europe, mais un espace géoéconomique qui inclut certains pays d'Asie-Pacifique.

La supériorité militaire des Etats-Unis est indéniable. Ils comptent pour 40% des dépenses militaires mondiales. L'écart de capacités militaires entre les Etats-Unis et les autres pays ne fera encore que s'accroître à la suite de la guerre en Ukraine. L'Administration Biden annonce une augmentation jamais vue qui atteindra 813 milliards de dollars en 2023.

Les guerres prolifèrent

Produit des visages contemporains de l'impérialisme, le monde contemporain est confronté à quatre types de guerres :

- Les guerres « poutiniennes » dans lesquelles le statut mondial de la Russie est en jeu ;
- Les guerres pour l'appropriation de ressources. Des ressources sont pillées. Des élites locales et des 'seigneurs de guerre' en profitent largement tout en alimentant les chaînes d'approvisionnement mondiales construites par les grands groupes industriels. Un exemple souvent cité est celui du coltan extrait en République démocratique du Congo, acheté par les grands groupes de l'économie numérique. D'autres canaux relient ces guerres aux marchés des

¹³ Claude Serfati, « L'ère des impérialismes continue : la preuve par Poutine », [alencontre.org](https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html), 19 avril 2022, <https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html>

¹⁴ Claude Serfati, « L'ère des impérialismes continue : la preuve par Poutine », [alencontre.org](https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html), 19 avril 2022, <https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html>

pays développés. Les élites gouvernementales, généralement soutenues par les gouvernements des pays dominants, les légitiment comme membres de la « communauté internationale » (ONU). Ils recyclent grâce aux institutions financières et aux paradis fiscaux européens leurs immenses fortunes accumulées dans ces guerres et par l'oppression de leurs peuples.

- Les guerres d'un « impérialisme libéral » telles les invasions américaines de l'Afghanistan et de l'Irak qui prétendent apporter la civilisation aux « barbares » ;
- Les conflits armés régionaux tels ceux qui concernent l'Inde, le Pakistan, Israël, etc.

Ensemble, ces guerres confirment que l'espace mondial est fracturé par des rivalités économiques et politico-militaires qui concernent au premier chef les grandes puissances.

Concurrence économique et rivalité géopolitique

Mais les guerres ne sont pas la seule caractéristique de la période contemporaine. Depuis 2008, les interférences entre la concurrence économique et les rivalités géopolitiques sont plus intenses. Les échanges économiques sont transformés en terrain d'affrontements géopolitiques, ce qui conduit à une sorte de « militarisation du commerce international ». Concrètement, les pays du G20 qui sont les plus puissants ont augmenté les barrières protectionnistes. Afin de faire semblant de ne pas déroger aux règles libérales contrôlées par l'OMC, ils le font en invoquant des motifs de sécurité nationale. Ces derniers demeurent en principe une affaire souveraine des nations. La pandémie a d'ailleurs amplifié cette militarisation du commerce international.

Cette dernière est d'ailleurs accentuée par les mesures de sanctions économiques, souvent utilisées par les pays occidentaux, notamment contre la Russie depuis l'annexion de la Crimée en 2014, mais également par les administrations Trump et Biden contre la Chine. Si les préoccupations militaires et de sécurité nationale sont invoquées, l'objectif des sanctions adoptées par les gouvernements des pays occidentaux est principalement d'appuyer leurs grands groupes et de protéger leurs industries, y compris contre d'autres pays occidentaux.

A cet égard, les sanctions prises aujourd'hui contre la Russie, présentées comme un substitut à une impossible intervention militaire directe de l'OTAN, constituent cependant un saut qualitatif. Destinées selon les termes du président américain à « mettre à genoux la Russie pour de longues années », elles sont d'une ampleur sans précédent. Elles ont pour objectif de recentrer l'économie mondiale sur le bloc transatlantique. Les conséquences de telles pratiques paraissent plus qu'incertaines.

Les guerres et la « militarisation du commerce » coexistent donc aujourd'hui avec l'interdépendance économique produite par la mondialisation.

Bouleversements géopolitiques

La structure mondiale de coopération et de rivalité entre Etats se caractérise par l'existence d'organisations économiques internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. Elles coordonnent et soutiennent les mesures favorables au capital, ce que l'on appelle les politiques « néolibérales » qui se traduisent par des accords de libre-échange, des politiques de discipline budgétaire et monétaire, etc.

L'espace géopolitique a connu des bouleversements importants. L'armée nucléaire a dissuadé les pays détenteurs, depuis son utilisation contre le peuple japonais, à régler leurs différends économiques et géopolitiques par des conflits armés. « Le risque d'un embrasement nucléaire a d'ailleurs été un argument utilisé par les Etats-Unis et l'UE pour refuser toute intervention directe en Ukraine. »¹⁵ Ensuite, la suprématie économique et militaire des Etats-Unis sur les autres pays capitalistes développés d'Europe et d'Asie a interdit l'utilisation de l'outil militaire comme règlement des différends au sein du monde transatlantique.

Actualité des luttes anti-impérialistes

Cette configuration géopolitique invite à actualiser les apports des théories de l'impérialisme plutôt qu'à décréter leur obsolescence. On peut à cet égard observer que la guerre en Ukraine a déjà deux conséquences majeures : d'une part, la volonté des Etats-Unis de renforcer à leur profit la cohésion du bloc transatlantique et, d'autre part, la fragmentation de l'espace mondial sous les effets combinés et potentiellement dévastateurs du protectionnisme économique et des conflits armés. Il ne fait à cet égard aucun doute que le nouvel ordre mondial élaboré sous la domination américaine est dirigé contre la Chine qui demeure pour elle la principale menace géopolitique et économique.

Mais à cet égard, on ne peut perdre de vue que le renforcement du leadership économique des USA sur ses alliés est un objectif encore plus important. La guerre ne fait pas disparaître la concurrence économique au sein même du bloc transatlantique. Elle la renforce. Les sanctions économiques contre la Russie provoquent des effets négatifs plus violents en Allemagne qu'aux Etats-Unis par exemple.

L'agression impérialiste de la Russie agit comme un précipité chimique car elle accélère des tendances déjà à l'œuvre. La compétition économique entre les capitaux des blocs et alliances de pays se transforme par un glissement continu en affrontement armé. Et d'ores et déjà, elle produit des conséquences sociales mortifères dans des dizaines de pays du Sud qui sont dépendants des grandes puissances. « Certaines analyses critiques du capitalisme réservent encore aujourd'hui le terme d'impérialisme aux seuls Etats-Unis. Leurs auteurs ne semblent pas savoir compter au-delà du chiffre un et exonèrent la Russie de Poutine de ce qualificatif. »¹⁶

¹⁵ Claude Serfati, « L'ère des impérialismes continue : la preuve par Poutine », [alencontre.org](https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html), 19 avril 2022, <https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html>

¹⁶ Claude Serfati, « L'ère des impérialismes continue : la preuve par Poutine », [alencontre.org](https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html), 19 avril 2022, <https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html>

Comprendre cette architecture internationale est fondamental pour qui veut éviter le piège d'un soutien passif à la stratégie de l'OTAN. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait être le fil directeur de tous ceux qui se réclament de l'anti-impérialisme. Le peuple ukrainien est victime et la solidarité internationale s'impose. Cette dernière passe en premier lieu par le soutien aux mouvements syndicaux et plus généralement sociaux qui tentent d'œuvrer à l'émancipation populaire et non par un soutien aveugle à des gouvernants ou à des régimes qu'ils combattent par ailleurs.

Les mouvements progressistes peuvent en ce sens renoués avec leur histoire : celles de courants de la gauche qui dénoncent les guerres impérialistes, prennent part à des mouvements pacifistes, établissent des liens avec des syndicats et des collectifs progressistes et organisent la solidarité internationale. Celles de courants qui perçoivent les menaces de tous les impérialismes pour les classes populaires et pas seulement celui qui est aujourd'hui mis en exergue.